



**PRÉFET  
DU  
PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME  
ARRÊTÉ N°

20 22 02 48

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE  
relatif à l'exploitation d'ateliers de profilage de tôles métalliques (de type BACACIER®) et de  
fabrication de panneaux à base de mousse en polyuréthane  
situés au 61 Avenue du Stade 63200 RIOM et exploitée par la société BACACIER**

Le préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**Vu** l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire Bretagne approuvé par arrêté préfectoral du 18 novembre 2015 ;

**Vu** le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Allier aval approuvé par arrêté inter-préfectoral du 13 novembre 2015 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d)" - (Rubrique n°2925-1) ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

**Vu** la demande du 25 juin 2020 présentée par la société BACACIER dont le siège social est situé Route de Chaptuzat 63260 AIGUEPERSE, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de profilage de tôles métalliques (de type BACACIER®) et de fabrication de panneaux à base de mousse en polyuréthane située au 61 Avenue du Stade 63200 RIOM et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

**Vu** l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 22 mars 2021 ;

**Vu** la décision en date du 10 mai 2021 du président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021/0862 en date du 18 mai 2021 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 31 jours du 14 juin 2021 au 15 juillet 2021 inclus sur le territoire des communes de Riom, Cébazat, Ménérol, Châteaugay, Marsat, Mozac, Saint-Beauzire et Gerzat ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

**Vu** la publication en dates des 28 mai 2021 et 18 juin 2021 de cet avis dans deux journaux locaux ;

**Vu** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

**Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Marsat, Riom et Saint-Beauzire ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 18 février 2022 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 18 février 2022 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** le courriel du pétitionnaire en date du 18 février 2022 indiquant n'avoir pas de remarque sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

**Considérant** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**Considérant** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à approfondir son analyse des risques liés au dépotage du pentane et ainsi à renforcer les mesures de sécurité prévues lors des dépotages de pentane ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**Considérant** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

**Sur** proposition du Secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### *1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation*

Le Groupe BACACIER représenté par Monsieur Vincent BOURGON, Directeur du site de Riom, SIRET 51869201700016, dont le siège social est situé Route de Chaptuzat - 63 260 AIGUEPERSE est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Riom, au 61 Avenue du stade (coordonnées Lambert 93 X= 710120 et Y= 6531028), les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur la commune, la parcelle et le lieu-dit suivants :

Commune	Parcelle	Lieu-dit
Riom	BE 257	Zone d'activités de la Varenne

La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de 220 000 m<sup>2</sup>. Les activités objets de la présente autorisation seront exercées dans les bâtiments issus des activités autorisées et exercées auparavant sur ce site. Les zones de stockages extérieurs sont aménagées selon leur description exposée dans le dossier de demande d'autorisation d'exploitation.

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 220 000 m<sup>2</sup>.

*1.1.1 bis - Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation*

Sauf dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques 2661, 2560, 2925-1 et 4130 également applicables

## 1.2 - Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3410-h	Fabrication de polymères	Fabrication de mousse polyuréthane	30 tonnes par jour	A
2660-a	Fabrication industrielle ou régénération de polymères	Fabrication de mousse polyuréthane	30 tonnes par jour	A
2661-1b	Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.)	Transformation de mousse polyuréthane	30 tonnes par jour	E
2661-2a	Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.),	Transformation de mousse polyuréthane	30 tonnes par jour	E
2560	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.		1446 kW	E
2940-2a	Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques	Application de colle par procédés autres que le trempé	324 kg par jour	A

	2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.			
4130-2	Substances et mélanges liquides ayant une toxicité aiguë de catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.	catalyseurs	9,6 tonnes	D
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques lorsque la charge produit de l'hydrogène	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques	450 kW	D

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

L'établissement ne relève pas du statut « seuil haut ou bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3410h relative à la fabrication de polymères (mousse de polyuréthane). Il n'a pas été établi, à la date de notification du présent arrêté, de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale.

L'exploitant adresse au préfet le dossier de réexamen prévu à l'article R 515-71 du code de l'environnement, dans les douze mois qui suivent la date de publication de la décision d'approbation des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF Polymères (POL).

Le site ne dispose ni de tuyauteries de distribution de gaz naturel, ni d'équipements utilisant du gaz naturel.

Les quantités de produits dangereux sur le site sont limitées aux quantités mentionnées en page 22 sur 123 de l'étude de dangers intégrée dans le dossier joint à la demande du 25 juin 2020 visée dans le présent arrêté. Elles sont aussi limitées au besoin pour 3 semaines de production en régime nominal.

### 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et ayant fait l'objet d'une approbation par l'autorité préfectorale et au document exposant les modifications de l'implantation des activités sur le site de RIOM en date du 16 février 2022 avec le plan référencé « BACACIER Plan d'implantation 02-22 ».

### 1.4 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité

#### 1.4.1 - Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage similaire par un nouvel exploitant ou réaffectation du site à d'autres usages d'activités industrielles ou commerciales.

En application de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, lorsque les installations sont mises à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

Les conditions de remise en état après la cessation d'activité comprendront au moins les actions suivantes :

- évacuation des produits dangereux, des déchets et des produits non valorisables présents sur le site – produits non valorisables = produits dont la valeur ne couvre pas les coûts de manipulation, conditionnement, transport et éventuel traitement complémentaire,
- mise en place d'interdictions d'accès au site, notamment fermeture de tous les accès à chaque bâtiment,
- suppression des risques d'incendie et d'explosion : notamment coupure de l'alimentation électrique et évacuation de tout produit combustible encore présent,
- suppression des risques de blessures des personnes passant ou séjournant à proximité du site, notamment risques liés à l'envol ou la chute d'éléments des bâtiments ou autres constructions,

- surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- réalisation d'un diagnostic environnemental portant notamment sur la pollution des sols,
- rédaction d'un mémoire de cessation d'activité, remis à la Préfecture, afin de présenter les mesures effectivement prises ou prévues (avec mention des délais de réalisation pour les mesures prévues).

Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines, l'exploitant propose également dans ce mémoire, les mesures permettant la remise du site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base, en tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées.

#### 1.4.2 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation et garantissent leur isolement sûr afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### 1.5 - Implantation

Les installations sont implantées conformément aux données du dossier de demande d'autorisation d'exploitation joint à la demande du 25 juin 2020 visée dans le présent arrêté, notamment le plan d'ensemble intégré dans ce dossier et au plan référencé « BACACIER Plan d'implantation 02-22 ».

### 1.6 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

### 1.7 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter la consommation d'énergie de son site, assurer, autant que possible, notamment sur le plan économique, une production d'énergie renouvelable, par exemple production d'électricité par des équipements photovoltaïques pouvant être utilisée par les installations du site et par des bornes de recharge de véhicules électriques ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### **1.8 - Consignes**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités mises en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues aux articles 6.1.3 (point VI) et 6.2.3.1
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation et des modalités de maîtrise des risques induits par ces produits.

## 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), éventuellement à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée ci-dessous.

### 2.1 - Conception des installations

#### 2.1.1 - Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Machine de moussage	30 tonnes par jour	-	Fabrication de mousse de polyuréthane avec du pentane comme agent d'expansion
Conduit N° 2	Table de découpe de panneaux		-	-

En amont du conduit n°1, un dispositif de captation de pentane sera installé s'il s'avère nécessaire pour respecter les exigences du présent arrêté.

En amont du conduit n°2, un filtre de type filtre à manches ou dispositif de performance équivalente est installé.

#### 2.1.2 - Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s	Température d'éjection en °C
Conduit N° 1	13,5	0,6	Machine de moussage	15000	8	37/40
Conduit N° 2	13,5	0,6	Table de découpe	10000	5	20/25

Temps de fonctionnement annuel maximal : 6400 heures.

### 2.2 - Limitation des rejets

#### 2.2.1 - Dispositions générales

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

#### 2.2.2 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

##### Pour les émissions canalisées :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Code CAS	Conduit n° 1			
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	flux		
			Kg/h	Kg/j	T/an
COV	-	110	3	72	19

Paramètre	Code CAS	Conduit n° 2			
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	flux		
			Kg/h	Kg/j	T/an
Poussières		10	0,1	2,4	0,64
COV		20	0,2	4,8	1,3

##### Pour les émissions diffuses :

Le flux annuel d'émissions diffuses de COVNM ne dépasse pas 2 % de consommation annuelle de solvant et ne dépasse pas 3,2 tonnes par an.

#### 2.2.3 - Composés Organiques Volatiles

L'exploitant tient à jour un Plan de Gestion des Solvants.

L'émission annuelle cible (émissions diffuses et émissions canalisées) est égale à 23,5 tonnes et 9 grammes par mètre-carré de panneaux avec polyuréthane produit sur le site.



## 2.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère

### 2.3.1 - Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance des rejets dans les conduits n° 1 et 2 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire)	Fréquence de transmission
Conduit n°1				
Débit	1fois par an	non		-
Vitesse d'éjection	1fois par an	non		-
COV	1fois par an	non		1fois par an
Conduit n°2				
Débit	1fois par an	non		-
Vitesse d'éjection	1fois par an	non		-
Poussières	1fois par an	non		1fois par an
COV	1fois par an	non		1fois par an

Chaque surveillance de rejets doit faire l'objet d'un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

### 2.3.2 - Bilan des émissions

L'exploitant établit le bilan des émissions suivant :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM	Plan de gestion de solvant	Annuelle
COV spécifiques	Plan de gestion de solvant	Annuelle

## 2.4 - Dispositions spécifiques

### 2.4.1 - Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air

En cas déclenchement de la procédure d'information / recommandation pour les seuls paramètres ozone ou particules, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- vérification du bon fonctionnement des installations de traitement des rejets dans l'air,
- vérification du bon fonctionnement des dispositifs empêchant le rejet de produits dans l'air lors des dépotages de camions alimentant le site,
- report des opérations de maintenance génératrices de rejets de COV dans l'air si ce report n'est pas préjudiciable à la maîtrise des risques et de rejets dans l'environnement

En cas de déclenchement des mesures d'urgence, l'exploitant prend les dispositions additionnelles suivantes :

- report du démarrage des installations à l'arrêt,
- réduction du niveau de production d'au moins 30 % par rapport au niveau de production maximal autorisé.

### 2.4.2 - Pollutions accidentelles

L'exploitant met en place un dispositif de mesure et d'enregistrement des paramètres suivants :

- concentration en pentane, isocyanate, produits dangereux contenus dans les catalyseurs....
- vitesse et direction du vent,
- température.

### 2.4.3 - Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### **3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

#### **3.1 - Prélèvements et consommation d'eau**

##### *3.1.1 - Origine des approvisionnements en eau*

L'exploitant n'utilise pas d'eau dans son process.

La consommation d'eau du site est liée aux seuls usages sanitaires.

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de : 157600 m<sup>2</sup>

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 3 l/s/ha pour les surfaces nouvellement imperméabilisées.

La rétention des eaux pluviales est assurée dans un bassin d'au moins 2150 m<sup>3</sup> de volume utile.

##### *3.1.2 - Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux*

Le site est alimenté par le réseau public d'alimentation en eau potable.

Il n'effectue aucun prélèvement d'eau dans le milieu naturel autre que des éventuels prélèvements d'eaux pluviales tombées sur le site, notamment celles recueillies dans son bassin de rétention des eaux pluviales.

#### **3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :... (eaux pluviales non polluées, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux vannes, etc).

### 3.2.1 - Description des points de rejets.

Les effluents issus des usages sanitaires de l'eau sont rejetés dans le réseau public d'assainissement.

Les eaux pluviales sont rejetées dans le ruisseau Le Maréchat en un point de coordonnées Lambert X = 710 197 Y= 6 530 510 Toutes les eaux pluviales passent au travers de l'un des 4 décanteurs/séparateurs installés sur le site avant leur rejet dans le milieu naturel.

#### Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure, par des contrôles appropriés et préventifs, de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les points de prélèvement des eaux pluviales sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou du bassin de rétention des eaux pluviales ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour garantir un bon fonctionnement de ces

dispositifs de traitement. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet**

Les dispositifs de rejet des eaux pluviales sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Le rejet est dirigé dans le sens du courant et il est affleurant à la berge afin de ne pas générer d'érosion du lit ou des berges du cours d'eau.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent

#### **3.3 - Limitation des rejets**

Les rejets d'eaux pluviales respectent les valeurs limites de rejet suivantes :

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)
DCO	200
MES totales	35
DBO5	30
Hydrocarbures totaux	10 <sup>(a)</sup>

**(a) Les séparateurs à hydrocarbures sont dimensionnés et entretenus pour une valeur guide de 5mg/l.**

#### **3.4 - Surveillance des effets de l'installation sur les milieux aquatiques et les sols**

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille, à intervalles réguliers, les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient, à la disposition de l'inspection des installations classées, les éléments justificatifs (procédures, comptes-rendus des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

La surveillance des eaux souterraines est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59. ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente. Si les substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R. 515-59 sont susceptibles de se trouver sur le site et de caractériser une éventuelle pollution, une surveillance périodique des eaux souterraines est mise en œuvre ; les modalités sont définies sur la base d'une étude relative au contexte hydrogéologique du site et du risque de pollution des sols. Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 5 ans a minima.

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures

pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors, aux résultats d'analyse, un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59. ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans à minima.

## 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

### 4.1 - Limitation des Niveaux de Bruit

#### 4.1.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	<b>Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</b>	<b>Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</b>
	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure sont proposés par l'exploitant en fonction de l'environnement et il effectue les mesures aux points ayant fait l'objet d'un accord de l'inspection des installations classées. Ces points de mesure tiennent compte de l'évolution de l'environnement.

### 4.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

### 4.3 - Dispositions spécifiques

#### 4.3.1 - Valeurs limite d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée – cf, en annexe 1, plan des zones d'habitations et les zones potentiellement constructibles à la date de notification du présent arrêté.

<b>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</b>
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Par zones à émergence réglementée, on entend :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existants à la date du dépôt de dossier d'autorisation environnementale, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'autorisation environnementale ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'autorisation environnementale dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Aucun poids lourd ne circulera sur le site la nuit.

Les lignes de production sont complètement situées à l'intérieur de bâtiments et les portes de ces bâtiments seront maintenues fermées en phase d'exploitation.

#### *4.3.2 - Tonalité marquée – bruits particuliers*

En cas d'émission de bruit à tonalité marquée, notamment par les manutentions ou opérations sur les tôles métalliques, sa durée d'apparition quotidienne n'excédera pas, au niveau d'une ou plusieurs habitations voisines, 30 minutes en période de jour (7 heures – 19 heures) et 15 minutes en période de nuit (19 heures – 7 heures).

L'exploitant prend des dispositions pour garantir l'absence de bruits particuliers (exemple chute de tôles métalliques) perceptibles au niveau d'une ou plusieurs habitations voisines.

#### *4.3.3 - Vibrations*

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

### **4.4 - Limitation des émissions lumineuses**

L'exploitant prend toute disposition permettant de limiter les émissions lumineuses (éclairages externes orientés de façon à réduire la pollution lumineuse, extinction des éclairages dans les zones où leur utilité n'est pas avérée, ...).

## **5 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES**

### **5.1 - Dispositions générales**

#### *5.1.1 - Identification des produits chimiques*

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier :

- les fiches de données de sécurité à jour pour les substances et mélanges concernés présents sur le site,
- les autorisations de mise sur le marché pour les produits biocides ayant fait l'objet de telles autorisations au titre de la directive n°98/8 ou du règlement (CE) n°528/2012,
- les autorisations d'utilisation pour les produits concernés inscrits sur l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH)

### 5.1.2 - Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP.

L'exploitant définira et fera appliquer des règles de marquage sur les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux en vue de maîtriser les risques liés à ces tuyauteries.

## 5.2 - Substances et produits dangereux pour l'homme et l'environnement

### 5.2.1 - Substances interdites ou restreintes

L'exploitant s'assure que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment :

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive n° 98/8 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 et du règlement n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012,
- qu'il respecte les interdictions du règlement n° 850/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques persistants ;
- qu'il respecte les restrictions issues de règlements ou directives européens, notamment celles inscrites à l'annexe XVII du règlement n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

### 5.2.2 - Substances extrêmement préoccupantes

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 5.2.3 - Substances soumises à autorisation

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise, par lui ou l'un de ses fournisseurs, à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation ou s'il est couvert par celle de son fournisseur délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n° 1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit.

Dans tous les cas, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour garantir la protection de la santé humaine et de l'environnement ; il est en mesure de justifier l'adéquation de ces mesures, notamment en intégrant chacune des exigences mentionnées dans l'autorisation.

### 5.2.4 - Produits biocides – Substances candidates à substitution

L'exploitant recense les produits biocides utilisés pour les besoins des procédés industriels, y compris pour les actions de nettoyage et dont les substances actives ont été identifiées, en raison de leurs propriétés de

danger, comme « candidates à la substitution », au sens du règlement (CE) n° 528/2012. Ce recensement est mis à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour les substances et produits identifiés à l'article 10 du règlement (CE) n° 528/2012, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection son analyse sur les possibilités de substitution de ces substances et les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

#### *5.2.5 - Substances à impacts sur la couche d'ozone (et sur le climat)*

L'exploitant informe l'inspection des installations classées s'il dispose d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur ou d'autres équipements contenant des chlorofluorocarbures (CFC) et hydrochlorofluorocarbures (HCFC), tels que définis par le règlement n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n°517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 150, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.

## **6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### **6.1 - Conception des installations**

#### *6.1.1 - Dispositions constructives et comportement au feu*

Les dispositions constructives des bâtiments respectent les éléments qui sont exposés au point 6.3.1 de l'étude de dangers intégrée dans le dossier joint à la demande du 25 juin 2020 visée dans le présent arrêté.

Le stockage des matières premières nécessaires à la production et des produits d'entretien est réalisé dans des locaux spécifiques adjacents à l'atelier et séparés de celui-ci par un mur EI120 et une structure principale R120.

La paroi séparant les activités BACACIER Energy et le hall bobines est de type EI120 et avec une structure principale R120.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées

##### 6.1.1.1. Désenfumage

Les cantons et exutoires de fumée sont en nombre et dispositions respectant au moins les dispositions exposées au point 6.3.2 de l'étude de dangers intégrée dans le dossier joint à la demande du 25 juin 2020 visée dans le présent arrêté. Sur l'entité BACACIER Industries, avant fin 2022, pour améliorer le dispositif de désenfumage, le faux plafond existant sera supprimé pour laisser libre accès à la toiture.

##### 6.1.1.2. Organisation des stockages

Les stockages de matières combustibles respectent les dispositions exposées au point 9.2 de l'étude de dangers intégrée dans le dossier joint à la demande du 25 juin 2020 visée dans le présent arrêté (hypothèses prises en compte pour les calculs des effets thermiques avec le logiciel FLUMILOG).

##### 6.1.1.3. Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.



L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour permettre les contrôles périodiques réglementaires de l'ensemble des installations ou équipements électriques. Il tient, à disposition de l'inspection des installations classées, les éléments justifiant la réalisation des actions nécessaires pour traiter les écarts ou observations mentionnés dans les rapports de ces contrôles réglementaires.

A proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque local à risques identifié à l'article 6.2.1.

Un interrupteur permettant la coupure de l'alimentation électrique sur tout le site est installé dans le poste de garde à l'entrée du site.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur d'un bâtiment, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu. Ce mur et le plancher haut seront de degré REI120 et les portes, sous contrôle d'accès, de degré EI 60 avec ferme porte et ouvrant vers l'extérieur du local électrique et donnant vers l'intérieur du local de production. Aucun produit combustible n'est stocké ou mis à une distance inférieure à 3 mètres de la porte. Des dispositifs de type barrière sont mis en place pour garantir le respect de cette exigence.

Les condensateurs, servant à redresser le cosinus  $\varphi$  (Phi), sont situés à l'écart des produits ou équipements sensibles de façon à éviter un impact sur ces produits ou équipements en cas d'incendie ou d'explosion de ces condensateurs.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont, en toute circonstance, éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

En cas de perte de l'alimentation électrique du site, les installations se mettent en sécurité de façon automatique. Lors de ces situations, la détection des fuites de pentane sera assurée par l'électricité fournie par une alimentation électrique de secours de type groupe électrogène.

#### *6.1.2 - Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation*

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation ou par les eaux d'extinction.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une surlargeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies « échelle » et la voie « engins ».

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins » et ayant :

- une largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engins » ;
- une longueur minimale de 15 mètres.

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie « échelle » est directement accessible depuis la voie engins.

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres (bandes réservées au stationnement exclues), la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur  $R$  minimal de 11 mètres est maintenu et une surlargeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum, et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup> sur une surface minimale de 0,20 m<sup>2</sup>.

Pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.

Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie « échelle » et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.

### 6.1.3 - Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Toutefois, pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C stockés dans des récipients non fusibles, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas de liquides stockés dans des récipients non fusibles, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans le cas de liquides combustibles ou de solides liquéfiables combustibles stockés dans des récipients fusibles, 100 % de la capacité des récipients ;
- à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) ne peut pas être effectué dans des récipients fusibles d'une capacité unitaire de plus de 30 litres,
- à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, le stockage de liquides inflammables de catégorie 2 (mention de danger H225) ne peut pas être effectué dans des récipients fusibles d'une capacité unitaire de plus de 30 litres, pour les liquides non miscibles à l'eau et de plus de 230 litres pour les liquides miscibles à l'eau, dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

### III. - Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Pour les produits incompatibles, les connexions de dépotage sont équipées de détrompeurs ou brides de raccordement distinctes pour chaque produit.

IV. - Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

V. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers et ferroviaires sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

VI. - Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Le site doit disposer d'une(de) capacité(s) de rétention additionnelle(s) à celles des bâtiments d'un volume d'au moins 2800 m³.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique

d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant tient, à la disposition de l'inspection des installations classées, les justificatifs du dimensionnement de ce confinement et de l'effectivité de sa disponibilité.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées, sauf si une analyse préliminaire démontre qu'elles peuvent être rejetées dans le milieu naturel selon les valeurs limites définies à l'article 3.3 du présent arrêté.

## **6.2 - Dispositifs et mesures de prévention des accidents**

### *6.2.1 - Localisation des risques*

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Dans les parties de l'installation mentionnées au présent article et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Toute intervention sur ces matériels ou équipements doit être effectuée par une personne compétente pour garantir le respect de ces exigences réglementaires.

### *6.2.2 - Dispositions générales*

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

### 6.2.3 - Domaine de fonctionnement sûr des procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

#### 6.2.3.1 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Les mesures de maîtrise des risques prises en compte dans l'évaluation de la probabilité d'un phénomène dangereux sont en place, exploitées, maintenues et testées de manière à atteindre les performances démontrées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé.

L'exploitant met en œuvre les barrières de sécurité exposées au chapitre 6 de l'étude de dangers intégrée dans le dossier joint à la demande du 25 juin 2020 visée dans le présent arrêté.

Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques les barrières de sécurité permettant de justifier l'obtention du niveau de risque évalué dans l'étude de danger ; cela inclut en particulier les barrières suivantes :

- système de gestion des stocks par un logiciel de type ERP exposé au point 6.1.1 de l'étude de dangers,
- maintien dégagées, en permanence, des voies d'accès des services de secours,
- règles de circulation des véhicules dans le secteur des aires de dépotage,
- élaboration des permis de feu par une (des) personne(s) compétente(s) pour effectuer les analyses de risques nécessaires avant d'engager les interventions,
- règles de gestion des déchets dangereux (cf point 6.2.5 de l'étude de dangers),
- règles de nettoyage des zones dans lesquelles des poussières combustibles peuvent s'accumuler, notamment les zones de découpe des panneaux,
- moyens de détection des fuites de produits dangereux et actions manuelles ou automatiques de mise en sécurité des installations,
- moyens de détection des débuts d'incendie - les moyens de détection des débuts d'incendie doivent être choisis et installés de façon à garantir une détection précoce des débuts d'incendie ce qui exige de tenir compte de la nature des effets induits par un début d'incendie des matières ou produits ou équipements présents dans chaque local,
- moyens de première lutte contre l'incendie (extincteurs, robinets d'incendie armés, postes d'incendie additivés, ...),
- moyens d'extinction automatiques des débuts d'incendie,
- murs coupe-feu, y compris leurs ouvertures ou passages d'équipements tels que les canalisations,
- écrans de cantonnement et exutoires de fumée,
- dispositifs de protection contre les effets directs de la foudre,
- dispositifs de protection contre les effets indirects de la foudre sur des équipements de sécurité,
- dispositifs de rétention des produits dangereux,
- dispositifs de rétention des eaux souillées, y compris leurs organes d'isolement,
- barrières de sécurité du local de charge des batteries exposées au point 6.7 de l'étude de dangers et détecteurs d'hydrogène actionnant l'arrêt automatique de la charge en cas de franchissement d'un seuil défini,

- barrières de sécurité pour le dépotage du pentane exposées au point 6.8.1 de l'étude de dangers,
- barrières de sécurité pour les stockages de produits dangereux exposées au point 6.8.3 de l'étude de dangers,
- ligne de transfert en acier inoxydable et sans brides (jonctions soudées bout à bout) du pentane depuis la cuve de stockage vers la ligne de production avec sa rétention bétonnée de dimensions 23 X 4,60 m<sup>2</sup>,

Un document listant les mesures de maîtrise des risques figurant au dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est communiqué sur demande.

Ce document doit indiquer *a minima* l'identification de la mesure en référence au dossier, son objectif, son niveau de confiance, les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue et son indépendance des autres MMR.

La protection contre la foudre est mise en conformité aux exigences réglementaires (analyse du risque foudre, étude technique foudre, vérification complète par un organisme compétent) avant l'entrée sur le site de produits dangereux ou, en quantité excédant 100 tonnes, de produits combustibles.

### 6.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

#### 6.3.1 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :

- Des dispositifs de sprinklage dans chacun des bâtiments de production et des bâtiments de stockage de produits combustibles sont installés ; ils sont adaptés à la nature des produits pouvant être contenus dans chacun des bâtiments ; ils sont alimentés par 2 réserves d'eau d'une capacité unitaire de 770 m<sup>3</sup>,
- Un débit d'eau de lutte contre l'incendie déterminé selon le document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection), dans sa version en vigueur, est disponible ; il est d'au moins de 870 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins 2 heures ; si les 10 poteaux disponibles sur le site ne suffisent pas pour assurer ce débit pendant cette durée, alors l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour disposer du débit requis mentionné dans le présent alinéa (poteaux du réseau public, réserve(s) d'eau additionnelle(s) installée(s) sur le site disposant des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter). Les poteaux incendie ont un diamètre nominal DN100 ou DN150 ; ils sont implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). Les réseaux garantissent l'alimentation des poteaux sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. L'éventuelle réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis favorable du service d'incendie et de secours. L'exploitant est en mesure de justifier, à l'inspection des installations classées, la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.
- Pour l'éventualité d'un besoin en eau supérieur à celui disponible ; l'exploitant met en place, sur chacune de ses 2 réserves d'eau du système de sprinklage, un dispositif permettant d'identifier, de façon fiable, le volume disponible pour le service d'incendie et de secours (par exemple une jauge graduée en m<sup>3</sup>) ; les prises d'eau utilisables par ce service sont visibles de la voie de circulation, peintes en rouge et accessibles en permanence (signalisation du stationnement réservé aux pompiers).
- Le service d'incendie et de secours est tenu informé des moyens de lutte contre l'incendie dont dispose le site ; il est informé de toute modification de ces moyens dans un délai d'au moins un mois avant la mise en œuvre de cette modification.

- Tous les locaux présentant un risque d'incendie, y compris les bureaux situés à moins de 10 mètres des installations classées du site, sont équipés de moyens de détection automatique des débuts d'incendie adaptés à la nature des produits qu'ils sont susceptibles de contenir ; ces équipements émettent une alarme en cas de détection d'un début d'incendie ou d'une indisponibilité même partielle ; cette alarme est transmise à une ou plusieurs personnes de façon à garantir sa prise en compte de façon appropriée quelle que soit l'heure de son apparition.
- L'exploitant dispose d'au moins 2 m<sup>3</sup> d'émulseur adapté à la lutte contre un incendie de liquide inflammable dont le pentane ; il est en mesure d'utiliser, dès le constat d'un épandage de liquide inflammable ou dès le début d'un incendie de liquide inflammable, ce produit avec des équipements du type poste incendie additivé.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour garantir la disponibilité et l'efficacité des moyens de protection, contre le gel, des équipements assurant la protection du site contre l'incendie ; en particulier celles relatives au système de sprinklage qui sont exposées au point 3.5.1.1 en page 30 sur 123 de l'étude de dangers intégrée dans le dossier joint à la demande du 25 juin 2020 visée dans le présent arrêté.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et du service d'incendie et de secours.

#### 6.3.2 - Organisation

- L'exploitant établit, au plus tard le 30 avril 2022, un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.
- Ce document définit, en particulier, l'organisation et les moyens matériels et humains mis en œuvre dès la détection d'un incident ou accident, notamment un début d'incendie en considérant, d'une part, les détections en période de présence de personnel sur le site et, d'autre part, en période sans présence de personnel sur le site.
- Ce document tient compte des éléments du plan de défense incendie qui doit être établi avant le 30 avril 2022.
- L'exploitant effectue périodiquement des exercices visant à tester son POI et son plan de défense incendie. Le premier exercice est effectué avant la fin de l'année 2022. Ensuite, la périodicité des exercices suivants est déterminée notamment selon les éléments issus des exercices précédents et elle est d'au moins un exercice tous les 3 ans.

#### 6.4 - Prévention des accidents liés au vieillissement

Les installations et équipements dont la défaillance peut induire un accident susceptible de provoquer des effets au-delà des limites du site font l'objet d'un suivi spécifique afin de prévenir les risques d'accidents liés à la vétusté et au vieillissement de celles-ci et de s'assurer de leur niveau de sécurité. La cuve de stockage de pentane, les 4 cuves de stockage de polyols et les 4 cuves de stockage d'isocyanate font l'objet d'un tel suivi. Pour ces installations et équipements, l'exploitant établit un état initial, un programme de surveillance et met en œuvre un plan d'inspection. Pour cela, il se réfère aux dispositions des articles 2 à 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

L'état initial, le programme de surveillance et les résultats de cette dernière, les justificatifs des interventions éventuelles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 6.5 - Prévention du risque inondation

L'exploitant met en œuvre les prescriptions imposées par le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (PPRNpi) de l'agglomération riomoise en vigueur (à la date de notification du présent arrêté, PPRNpi approuvé par l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2016).

Aucune installation, aucun stockage de matière dangereuse ou de produit pouvant induire un danger en cas de recouvrement total ou partiel ou d'emport par les eaux ne sont installés ou mis sur la zone en partie Sud du site qui est exposée à un aléa d'inondation selon le PPRNpi mentionné ci-dessus.

## **6.6 - Conditions d'exploitation en période de démarrage de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané**

En application de l'article R 181-43 du code de l'environnement, l'exploitant définit les conditions d'exploitation de ses installations ou activités en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané. En particulier, il définit l'effectif d'encadrement devant être présent ou informé lors de chacune de ses situations ainsi que les modalités d'octroi des éventuelles autorisations, par une ou plusieurs personnes de l'encadrement du site, d'engagement ou de poursuite des opérations.

Il tient, à la disposition de l'inspection des installations classées, les documents établis à cet effet.

## **7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

### **7.1 - Conception des installations**

Les déchets non dangereux font l'objet d'un tri à l'origine (tri sélectif) et collectés dans des bennes fermées ou sous abri de manière à éviter les envois intempestifs et les risques de ruissellement.

Ces déchets sont régulièrement collectés et éliminés ou valorisés par des sociétés spécialisées et agréées.

Une aire est aménagée, au niveau des quais du bâtiment principal, pour l'installation de bennes et compacteurs destinés à ces déchets non dangereux. Une détection des débuts d'incendie est mise en place au niveau de cette aire. En cas de début d'incendie, elle transmet une alarme similaire à celle des autres moyens de détection des débuts d'incendie.

Les produits dangereux endommagés ou ayant fui sont déposés dans des fûts ou bidons propres spécifiquement prévus à cet effet. Les fûts ou bidons sont alors étiquetés à l'identique du produit qu'il renferme.

Chaque fût ou bidon ne peut recevoir qu'un seul type de produit défectueux.

Ces déchets dangereux sont stockés temporairement dans une cellule prévue pour les recevoir, dans l'attente d'un retour au fournisseur ou d'un départ vers la filière d'élimination des produits dangereux.

### **7.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets dangereux	7.02.08	déchets des procédés de la chimie organique : égouttures ou récupérations d'épandages de pentane, de polyols, d'isocyanates, de catalyseurs,
	12.01.01	déchets provenant de la mise en forme et du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques :
	13.02.05	huiles usagées
	13.05.02	Boues séparateurs hydrocarbures
	15 02 02	emballage et déchets d'emballages



		absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs
	20 01 21	tubes fluorescents
	08 03 17	cartouches d'imprimantes
Déchets non dangereux	15/01/03	palettes endommagées et autres bois
	20 01 01	papiers et cartons
	17-06.04	déchets de mousse polyuréthane
	20 01 39	plastiques (films de palettisation et fils de cerclage)
	17 04	déchets métalliques
	20 02 01	déchets verts

### 7.3 - Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets dangereux	<p>Quantité maximale : 20 tonnes dont maximum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 kg de déchets des procédés de la chimie organique</li> <li>• 10 tonnes d'huiles usagées</li> <li>• 500 kg d'emballage et déchets d'emballages , absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs</li> <li>• 50 kg de tubes fluorescents</li> <li>• 50kg de cartouches d'imprimantes</li> </ul>
Déchets non dangereux	<p>Quantité maximale : 70 tonnes dont maximum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 10 tonnes de palettes endommagées et autres bois</li> <li>• 10 tonnes de papiers et cartons</li> <li>• 10 tonnes de déchets de mousse polyuréthane</li> <li>• 5 tonnes de plastiques</li> <li>• 30 tonnes de déchets métalliques</li> <li>• 5 tonnes de déchets verts</li> </ul>

## **8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES**

### **8.1 - Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, émulseur,...

### **8.2 - Poste GRT gaz RIOM CI BACACIER**

L'exploitant applique les dispositions mises à sa charge et exposées dans le compte-rendu de sa réunion d'échanges du 25 août 2021 avec GRT gaz.

En particulier :

- Le démantèlement ou l'inertage de la canalisation DN100 entre le poste RIOM CI BACACIER et le bâtiment de production de BACACIER sera pris en charge par l'exploitant dans le cadre de la réalisation de la plateforme d'expédition ; il devra donc être totalement effectué avant le stockage de produits sur la zone concernée (zone d'expédition 3).
- Dans l'attente de la mise à l'arrêt définitive des installations de GRTgaz et du démantèlement de la canalisation de BACACIER, et dans le cas où BACACIER devrait entreprendre des travaux, les distances de servitude d'utilité publique préconisées par GRTgaz sont respectées, c'est-à-dire l'absence d'intervention à moins de 6 m du poste RIOM CI BACACIER et de 15 m / 25 m des canalisations DN80 et DN100 présentes sur le site.
- Conformément à l'article R. 554-26 du code de l'environnement, lorsque le nom de GRTgaz est indiqué en réponse à la consultation du guichet unique, les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT et repéré ses ouvrages lors d'un rendez-vous sur site.

## **9 - DISPOSITIONS FINALES**

### **9.1 - Caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

## 9.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand:

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## 9.3 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Riom et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Riom pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : les conseils municipaux des communes de Riom, Cébazat, Ménérol, Châteaugay, Marsat, Mozac, Saint-Beauzire et Gerzat ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale de 4 mois.

## 9.4 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, le Sous-préfet de l'arrondissement de Riom, le Directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Riom et à la société BACACIER.

Clermont-Ferrand, le 22 FÉV. 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Riom

Olivier MAUREL

### Voies et délais de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

## ANNEXE 1

### Cartographie des zones d'habitations et des zones potentiellement constructibles à la date de notification du présent arrêté



# SOMMAIRE

<b>1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>2</b>
1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	2
1.1.1 - <i>Exploitant titulaire de l'autorisation.....</i>	2
1.1.1 bis - <i>Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou auto-risation.....</i>	3
1.2 - Nature des installations.....	3
1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	4
1.4 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	4
1.4.1 - <i>Cessation d'activité et remise en état.....</i>	4
1.4.2 - <i>Équipements abandonnés.....</i>	5
1.5 - Implantation.....	5
1.6 - Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	5
1.7 - Objectifs généraux.....	5
1.8 - Consignes.....	6
<b>2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....</b>	<b>7</b>
2.1 - Conception des installations.....	7
2.1.1 - <i>Conduits et installations raccordées.....</i>	7
2.1.2 - <i>Conditions générales de rejet.....</i>	7
2.2 - Limitation des rejets.....	7
2.2.1 - <i>Dispositions générales.....</i>	7
2.2.2 - <i>Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....</i>	8
2.2.3 - <i>Composés Organiques Volatiles.....</i>	8
2.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	9
2.3.1 - <i>Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....</i>	9
2.3.2 - <i>Bilan des émissions.....</i>	9
2.4 - Dispositions spécifiques.....	9
2.4.1 - <i>Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air.....</i>	9
2.4.2 - <i>Pollutions accidentelles.....</i>	9
2.4.3 - <i>Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....</i>	9
<b>3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>10</b>
3.1 - Prélèvements et consommation d'eau.....	10
3.1.1 - <i>Origine des approvisionnements en eau.....</i>	10
3.1.2 - <i>Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux.....</i>	10
3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	10
3.2.1 - <i>Description des points de rejets.....</i>	11
3.3 - Limitation des rejets.....	12
(a) Les séparateurs à hydrocarbures sont dimensionnés et entretenus pour une valeur guide de 5mg/l.....	12
3.4 - Surveillance des effets de l'installation sur les milieux aquatiques et les sols.....	12
<b>4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE.....</b>	<b>13</b>
4.1 - Limitation des Niveaux de Bruit.....	13
4.1.1 - <i>Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....</i>	13
4.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores.....	13
4.3 - Dispositions spécifiques.....	13
4.3.1 - <i>Valeurs limite d'émergence.....</i>	13
4.3.2 - <i>Tonalité marquée – bruits particuliers.....</i>	14
4.3.3 - <i>Vibrations.....</i>	14
4.4 - Limitation des émissions lumineuses.....	14
<b>5 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES.....</b>	<b>14</b>
5.1 - Dispositions générales.....	14
5.1.1 - <i>Identification des produits chimiques.....</i>	14
5.1.2 - <i>Étiquetage des substances et mélanges dangereux.....</i>	15
5.2 - Substances et produits dangereux pour l'homme et l'environnement.....	15
5.2.1 - <i>Substances interdites ou restreintes.....</i>	15

5.2.2 - Substances extrêmement préoccupantes.....	15
5.2.3 - Substances soumises à autorisation.....	15
5.2.4 - Produits biocides – Substances candidates à substitution.....	16
5.2.5 - Substances à impacts sur la couche d'ozone (et sur le climat).....	16
<b>6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....</b>	<b>16</b>
6.1 - Conception des installations.....	16
6.1.1 - Dispositions constructives et comportement au feu.....	16
6.1.1.1. Désenfumage.....	16
6.1.1.2. Organisation des stockages.....	16
6.1.1.3. Installations électriques.....	17
6.1.2 - Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	17
6.1.3 - Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	18
6.2 - Dispositifs et mesures de prévention des accidents.....	20
6.2.1 - Localisation des risques.....	20
6.2.2 - Dispositions générales.....	20
6.2.3 - Domaine de fonctionnement sûr des procédés.....	21
6.2.3.1 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité.....	21
6.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	22
6.3.1 - Moyens de lutte contre l'incendie.....	22
6.3.2 - Organisation.....	23
6.4 - Prévention des accidents liés au vieillissement.....	23
6.5 - Prévention du risque inondation.....	24
6.6 - Conditions d'exploitation en période de démarrage de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.....	24
<b>7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....</b>	<b>24</b>
7.1 - Conception des installations.....	24
7.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation.....	24
7.3 - Limitation du stockage sur site.....	25
<b>8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES.....</b>	<b>26</b>
8.1 - Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement.....	26
8.2 - Poste GRT gaz RIOM CI BACACIER.....	26
<b>9 - DISPOSITIONS FINALES.....</b>	<b>26</b>
9.1 - Caducité.....	26
9.2 - Délais et voies de recours.....	27
9.3 - Publicité.....	27
9.4 - Exécution.....	27

